

BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES



Edition Chronologique

PARTIE PERMANENTE
Administration Centrale

CIRCULAIRE N° 3363/EMA/4/TM
relative au transport de permissionnaires par voie ferrée.

Du 22 mars 1954

CIRCULAIRE N° 3363/EMA/4/TM relative au transport de permissionnaires par voie ferrée.

Du 22 mars 1954

Référence :

Instruction n° 30-6/T/INT du 1er décembre 1951 modifiée (1).

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 309.2.1.

I. L'afflux de permissionnaires sur certaines directions amène très fréquemment une perturbation indéniable dans les trains desservant ces lignes.

Les contrôleurs de la *SNCF* ont dû à plusieurs reprises intervenir à la suite d'incidents entre les permissionnaires et les voyageurs.

Il importe pour le bon renom de l'armée que cessent des faits de cette nature.

Il est demandé de rappeler aux corps de troupe et établissements la nécessité de voir respecter par les permissionnaires les règles fixées par le document mentionné en référence (1), qui traite au chapitre premier de son titre premier des conditions de transport des militaires isolés (Admission dans les trains. Application du tarif militaire. Titres à présenter pour obtenir ce tarif. Vérifications en cours de trajet par les agents de la *SNCF*).

L'attention des services de surveillance mis en place dans les gares devra être tout spécialement attirée sur ces points.

En ce qui concerne les pouvoirs des contrôleurs de la *SNCF*, il est précisé que ces agents, qui sont assermentés, ont des pouvoirs de police dans l'exécution de leur service qui ne sauraient être amoindris par les règlements particuliers aux voyageurs.

Ceux-ci, du fait qu'ils sont munis d'un titre de circulation (individuel ou collectif), sont liés à la *SNCF* par un contrat de transport et doivent se soumettre aux règles édictées par les règlements d'exploitation et en particulier aux dispositions du décret du 22 mars 1942 sur la police du chemin de fer qui s'applique aux militaires isolés et aux détachements.

Il en résulte que, si, à la suite d'un incident, un contrôleur ne peut retenir le titre de permission ou d'identité du militaire, il peut relever cette identité et faire, sur l'incident, un rapport adressé à ses chefs, qui sera ultérieurement transmis à l'autorité militaire.

De même un contrôleur, en cas d'incident grave mettant en cause un militaire, a la faculté d'alerter les services de gendarmerie ou, à défaut, de police.

II. Un cas particulier d'utilisation de certains trains par les militaires isolés est présenté par les rapides Bâle — Calais et Calais — Bâle empruntés par de nombreux permissionnaires de 48 heures :

- le vendredi (nuit du vendredi au samedi) et le samedi (nuit du samedi au dimanche) pour le train Bâle — Calais ;

- le dimanche (nuit du dimanche au lundi) et le lundi (nuit du lundi au mardi) pour le train Calais — Bâle.

Des incidents sont particulièrement regrettables sur cette ligne empruntée par de nombreux voyageurs étrangers.

MM. les généraux commandant les 2^e et 6^e régions voudront bien, par entente directe, régler les modalités de mise en place, lors des périodes d'affluence particulière et aux jours indiqués ci-dessus, un service d'ordre sur les parcours Metz — Lille et Lille — Metz.

(1) A la date de refonte de l'ouvrage, instruction abrogée et remplacée par l' instruction 80010 /DEF/INT/PBF/REG du 01 février 1982 (BOC, p. 726) modifiée.